

ASSEMBLÉE NATIONALE

18 octobre 2021

PLF POUR 2022 - (N° 4482)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° II-CF1001

présenté par

M. Ratenon, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,
M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens,
Mme Ressiguier, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 44, insérer l'article suivant:****Mission « Outre-mer »**

Dans un délais de trois mois à l'issue de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur la possibilité et l'opportunité d'étendre le dispositif Territoire zéro chômeur de longue durée à l'ensemble de la Réunion.

Ce rapport évaluera les coûts et les bénéfices attendus pour les finances publiques, ainsi que les gains de bien-être pour la population frappée par une pauvreté très élevée et un chômage, augmenté de son halo, qui reste trop haut.

Ce rapport étudiera enfin l'option d'une expérimentation d'une garantie d'emploi où l'État joue le rôle d'employeur en dernier ressort.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, nous demandons un gouvernement la remise d'un rapport sur la possibilité et l'opportunité d'étendre le dispositif Territoire Zéro Chômeur de Longue durée à l'ensemble de la Réunion, ainsi que sur l'option d'une expérimentation d'une garantie de l'emploi où l'État joue le rôle d'employeur en dernier ressort.

Dans son dernier rapport, l'Observatoire des inégalités proposait pour la première fois des données concernant les territoires d'Outre-Mer. Malheureusement, la Réunion figurait en tête du peloton des territoires frappés durement par la pauvreté. Pour ne pas dire qu'elle faisait partie d'un petit groupe d'échappés.

Mais pauvreté et chômage ne peuvent se réduire à la simple analyse de chiffres froids. Ce sont concrètement des vies d'hommes et de femmes empêchées, dans la difficulté. Et ce sont aussi

concrètement des morts, en période de pandémie, comme en période normale. Cela n'a pourtant rien de normal.

Tout doit être fait pour éradiquer pauvreté et chômage. Si le gouvernement semble apprécier le dispositif Territoire Zéro Chômeur de longue durée, il convient de stimuler son appétit car son extension est bien trop lente. C'est pourquoi nous vous demandons un rapport sur son extension à l'ensemble de l'île de la Réunion, soit 850 000 habitants.

En outre, nous vous demandons d'explorer la piste d'une expérimentation du dispositif de garantie d'emploi que nous vous avons déjà proposé. L'État joue le rôle d'employeur en dernier ressort, collectivités et acteurs de terrains, dont les syndicats, identifient les besoins sociaux et environnementaux non assouvis. Dès lors, des chômeurs volontaires se voient proposer des emplois rémunérés au SMIC pour réaliser ces travaux nécessaires à l'intérêt général humain.